

COMPETITIVITE GLOBALE ET CAPITAL HUMAIN

CONFERENCE CESE- 28 JANVIER 2015

Le concept de compétitivité globale a été utilisé par l'IRES, en tant qu'outil d'analyse pour décoder la complexité du système mondialisé et en cerner les impacts sur le Maroc, en termes de risques à éviter, d'opportunités à saisir et de ruptures auxquelles le Maroc devrait se préparer.

Cette communication est structurée autour de deux axes interdépendants :

- Le premier axe met en exergue les défis auxquels le Maroc est confronté pour renforcer sa compétitivité globale. Ces défis sont étroitement corrélés aux composantes de la richesse globale et immatérielle du Royaume dont, notamment, celle relative au capital humain qui est le socle fondateur de cette richesse.
- Le second axe est consacré à l'identification de quelques leviers stratégiques, à même de permettre au Maroc d'accélérer le développement de son capital humain et d'en faire un vecteur de création de richesse matérielle et immatérielle.

Introduction : La compétitivité globale, un concept complexe et multidimensionnel

La compétitivité globale est un concept complexe qui permet d'aborder la problématique de la compétitivité, selon une approche holistique et structurelle. Ce concept, qui va au-delà des déterminants économiques et financiers, intègre les dimensions politique, institutionnelle, économique, sociale, culturelle et environnementale..., indispensables au renforcement de l'efficacité du modèle de développement du Maroc et à l'amélioration de son positionnement international.

A ce sujet, le programme d'études sur la compétitivité globale, réalisé par l'IRES, entre 2010 et 2012, a mis à contribution plus de 60 experts et chercheurs associés. Ce programme a été marqué par la réalisation de quinze rapports thématiques et l'organisation de 43 séminaires et journées d'étude.

Outre l'appréhension des enjeux et défis suscités par les mutations d'ordre endogène, le recours au concept de compétitivité globale s'impose, du fait de la complexité du contexte international et de l'accélération du rythme des transformations, occasionnées par des crises globales à répétition : financière, économique, sociale, énergétique, alimentaire, environnementale... Ces transformations favorisent l'émergence d'un nouveau monde qui se construit sur la base de nouvelles règles, en rupture avec celles ayant prévalu par le passé :

- Déplacement graduel du centre de gravité du pouvoir économique et géopolitique au profit des acteurs émergents, annonçant la transition graduelle vers un ordre mondial multipolaire.
- Intensification de la concurrence, avec un rôle accru de l'innovation et du savoir, en tant que critères de définition des avantages compétitifs des nations.
- Accélération des mutations sociétales et émergence de risques pesant sur la cohésion sociale et alimentant les tensions identitaires et religieuses.
- Accentuation des menaces liées au changement climatique : stress hydrique, problématique de la sécurité alimentaire, enjeux sanitaires, phénomènes extrêmes...

1. De grands défis à relever par le Maroc pour développer sa compétitivité globale

Deux grands défis ont été mis en relief dans le cadre des travaux de l'IRES sur la compétitivité globale : la refonte du modèle de développement du Maroc pour qu'il puisse générer de la richesse sur une base durable et l'amélioration du positionnement international du pays pour rentabiliser sa politique d'ouverture. Pour relever ces deux grands défis, il est nécessaire de valoriser de manière optimale le capital humain et de faire du capital immatériel le socle de création de richesse et un facteur accélérateur de l'édification du statut de puissance attractive du Maroc.

❖ Défis économiques

Ils se rapportent directement au processus de création de la richesse et ont trait au capital produit qui est une composante importante de la richesse globale. Celle-ci suit globalement la croissance économique qui, à son tour, dépend de la compétitivité de l'économie. Aborder la compétitivité dans son acception globale permettrait d'élargir davantage le champ de création de la richesse nationale.

Les défis économiques portent, entre autres, sur le renforcement de la résilience de l'économie marocaine, face aux évolutions erratiques de la conjoncture économique internationale, sur la diversification des sources de création de la valeur ajoutée nationale, sur l'adaptation du profil de spécialisation de l'économie marocaine à la demande intérieure et extérieure et sur le renforcement du volume de l'offre exportable en vue de concrétiser le potentiel offert par les accords de libre-échange, conclus par le Maroc.

❖ Défis du développement territorial

Le développement de la compétitivité des territoires est un défi de taille vu que les territoires constituent l'espace de définition, par excellence, des avantages compétitifs d'un pays et, donc, de création de la richesse. La réduction des disparités territoriales favoriserait la multiplication des ressorts régionaux de la croissance.

La réussite du projet de régionalisation avancée est, à ce titre, cruciale. Elle suppose l'intégration de toutes les dimensions, y compris la dimension culturelle et identitaire.

❖ Défis de la durabilité environnementale

Ces défis renvoient à la dimension "capital naturel" dont la préservation permet d'entretenir le processus de création de la richesse et de sécuriser la trajectoire de développement du pays. Les problématiques qui se posent avec acuité, à ce niveau, ont trait, en particulier, à la question centrale de l'eau et à celle de la sécurité alimentaire, dans un contexte de changement climatique.

Le Maroc est, également, confronté au défi d'adapter son système productif aux nouvelles règles concurrentielles internationales. Il devrait tenir compte des considérations écologiques en vue de se préparer aux normes environnementales qui vont régir, à l'avenir, les échanges commerciaux.

Il est à souligner que l'IRES a mené un important programme d'études sur le changement climatique. Centré au départ sur une approche écosystémique, ce programme a été abordé, dans sa seconde phase, selon une approche orientée sécurité (alimentaire, sanitaire, économique...). Ce programme a mis à contribution 40 experts et chercheurs associés et a permis la réalisation de 14 rapports thématiques et l'organisation de 20 séminaires.

❖ Défis sociaux

Ces défis sont liés à la dimension "capital social" qui est l'une des trois composantes du capital immatériel. Parmi les challenges, il s'agit de revoir le modèle de développement du Maroc pour qu'il ne soit plus générateur d'inégalités de revenus, mais aussi de capacités (accès à l'éducation, à la santé, à l'emploi, au logement...). Ces inégalités risquent de freiner à long terme la croissance et le développement et de fragiliser la cohésion sociale. Pour asseoir les bases d'un vivre-ensemble harmonieux et apaisé, la mise en place d'un système efficient de répartition et de redistribution des richesses s'avère être une nécessité impérieuse.

❖ Défis de la gouvernance

La gouvernance a été identifiée en tant que nœud du futur dans le rapport du cinquantenaire. Elle constitue l'assise du capital organisationnel. Composante immatérielle de la richesse, la gouvernance concerne non seulement l'appareil administratif de l'Etat et ses dénombremments, mais également les entreprises et le secteur privé. La bonne gouvernance favorise le fonctionnement efficient des institutions et des organisations, en rentabilisant leurs actions dans les différents domaines.

La vocation réformatrice du pays est, aujourd'hui, reconnue à l'échelle internationale, ce qui lui confère une longueur d'avance par rapport à son voisinage africain et arabe. Néanmoins, la gouvernance des réformes n'est pas totalement optimisée. La simultanéité et l'interdépendance entre les réformes politiques, économiques, sociales et institutionnelles mérite d'être renforcée. De même, la coordination des programmes publics et des stratégies sectorielles reste un autre défi à relever.

❖ Défi de l'édification du statut de puissance attractive

Ce défi renvoie aux capacités géopolitiques et géoéconomiques, nécessaires pour maximiser les retombées de la politique d'ouverture menée par le Maroc et, in fine, pour fructifier le "capital-partenaires" pour des raisons économiques évidentes (élargissement des débouchés extérieures, attraction des IDE...) et pour mieux défendre les intérêts stratégiques du pays et conforter son positionnement dans le concert des nations.

La question de la marque ou du label Maroc s'impose, aujourd'hui, avec acuité pour mobiliser avec efficacité les synergies entre les acteurs concernés autour d'objectifs communs et partagés, au service de la compétitivité du Royaume et du renforcement de son image et de sa réputation internationale.

Partant de ces considérations, la politique étrangère, en tant que domaine réservé, a pris une part importante dans les travaux de l'IRES, à la suite du Message Royal adressé à la 1^{ère} conférence des Ambassadeurs de Sa Majesté le 30 août 2013. Plusieurs études ont été menées, à ce titre, concernant les relations avec les pays du voisinage, avec l'Afrique, avec l'Amérique du Nord et avec l'Amérique du Sud et l'Asie-Pacifique, l'analyse des menaces transnationales, l'examen de la diplomatie économique, climatique... Une étude a été menée, en partenariat avec le Ministère chargé des Marocains Résident à l'Etranger et le Conseil de la Communauté Marocaine à l'Etranger, pour l'élaboration d'une stratégie nationale intégrée de la mobilité, à l'horizon 2030.

1. La nécessité d'accélérer le développement du capital humain et d'en faire un vecteur de création de richesse matérielle et immatérielle

❖ Le capital humain : un concept large

Le capital humain représente, parmi les composantes, celle ayant la part la plus importante dans la richesse immatérielle d'un pays. Selon les évaluations effectuées par l'IRES, le capital humain constitue près de 60% du capital immatériel du Maroc, avec des effets induits sur les autres composantes de la richesse nationale. Ce poids prépondérant rend nécessaire de placer la valorisation du capital humain au rang des priorités stratégiques du pays, moyennant l'adoption d'une vision holistique et intégrée.

Le capital humain est un concept large qui englobe plusieurs dimensions dont notamment celles liées à l'éducation-formation, à la formation continue au sein de l'entreprise, au savoir-faire (habilités), à la santé... Le volet qui sera examiné dans cette partie portera, essentiellement, sur l'aspect éducation-formation vu que celui-ci se situe à l'amont du processus d'accumulation du capital humain.

La problématique du capital humain a fait l'objet d'une étude achevée par l'IRES en juillet 2012. Parallèlement à la réalisation de cette étude, plusieurs séminaires ont été organisés sur ce thème. En 2013, plusieurs réunions ont été tenues à l'IRES pour débattre des perspectives de la réforme du système d'éducation, en présence d'anciens ministres de l'éducation, de hauts responsables de ce département et d'experts dans ce domaine.

❖ Les résultats peu probants du diagnostic

Le système d'éducation au Maroc, qui a contribué à former des élites dans une multitude de domaines, est en crise. Il est marqué aujourd'hui par son faible rendement, ce qui affecte, par effet de contagion, le processus d'accumulation du capital humain depuis l'école jusqu'à l'université. Les principales fragilités relevées par l'étude de l'IRES sur le capital humain du Maroc peuvent être résumées comme suit :

- Un saut quantitatif, en termes de scolarisation, mais au détriment de la qualité et ce, sur tout le territoire et dans tous les cycles.
- Un coût de financement élevé du système de formation, lequel se caractérise, cependant, par un taux de déperdition scolaire élevé.
- Une tendance à la baisse des résultats obtenus par le Maroc dans les tests internationaux
- Un nombre d'années de scolarisation de la population active, largement inférieur à celui des pays comparables, rendant les progrès limités, en termes de productivité du travail.

- Des insuffisances importantes, en termes de formation dans les matières scientifiques et techniques. Par exemple, la part des étudiants en formation d'ingénieur reste largement inférieure à la moyenne mondiale.
 - Une formation en cours d'emploi très limitée, ne permettant pas de mettre à niveau les compétences acquises des employés et de les développer : concentration de l'offre de formation au sein des grandes entreprises, mais quasi-inexistante au sein des PME qui constituent la part majoritaire du tissu productif national.
 - Un environnement de la recherche scientifique inadéquat, ne favorisant pas le développement des compétences ni leur rétention et entraînant, souvent, la fuite des cerveaux. Cette situation est amplifiée par une approche migratoire sélective de la part des pays d'accueil.
- ❖ **Un positionnement international du Maroc, en matière d'enseignement et d'économie du savoir qui n'est pas à la hauteur des ambitions du pays**

Le tableau de bord stratégique, élaboré par l'IRES, dans le cadre de sa mission de veille stratégique, permet l'évaluation des progrès accomplis par le Maroc. Cet outil permet un positionnement du Maroc sur le plan international, dans le domaine politique, économique, social, culturel et environnemental.

S'agissant des domaines de l'enseignement et de l'économie du savoir, les évolutions du positionnement du Maroc se présentent comme suit :

- Les avancées les plus importantes concernent les taux de scolarisation, au niveau de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire collégial (**cadran vert**).
- Le positionnement relatif du Maroc stagne pour ce qui est de l'enseignement secondaire professionnel (**cadran orange**) et s'améliore en ce qui concerne l'alphabétisation des jeunes et des adultes.
- Le Maroc est positionné dans le **cadran rouge** au niveau de l'enseignement secondaire qualifiant, de l'enseignement supérieur, du nombre de diplômés pour 10.000 habitants en ingénierie, de l'indice de la connaissance, de la production scientifique et de l'effort de recherche & développement.

❖ **Des réformes n'ayant pas atteint les objectifs escomptés**

L'analyse des réformes, menées depuis l'Indépendance du Maroc et jusqu'à un passé récent, a révélé les fragilités ci-après :

- Des réformes dictées par des considérations politiciennes et idéologiques, conçues souvent dans l'urgence, sans étude de faisabilité, sans réelle préparation et sans obéir à une logique d'expérimentation avant leur mise en œuvre, à l'échelle nationale.

- Un manque de cohérence entre la politique d'éducation et les autres politiques publiques.
- Des réformes qui ont occulté un pilier important, qui est celui de la gouvernance : ressources budgétaires non gérées de façon appropriée, en l'absence d'un système de contrôle de gestion efficient, forte centralité de la décision, en dépit de la création des académies régionales d'éducation-formation, caractère peu inclusif des réformes, n'ayant pas permis d'instaurer un climat de confiance entre les acteurs concernés...

La référence à quelques expériences réussies de pays développés ou émergents (Allemagne, Corée du Sud, Turquie...), en matière de réforme de leur système d'éducation permet de tirer des enseignements utiles pour le Maroc. Le succès de ces pays s'explique par les éléments ci-après :

- Une gouvernance participative du système éducatif qui renforce la transparence et l'efficacité des choix et qui permet, en même temps, d'apporter les ajustements nécessaires, en temps opportun.
- Un encadrement pédagogique approprié, au niveau des différents cycles de formation, notamment celui de l'enseignement supérieur.
- Des programmes d'enseignement flexibles qui favorisent une adaptation rapide du système d'éducation aux nouvelles exigences du marché du travail.
- Un parcours de l'apprenant qui est structuré de manière à donner les meilleures chances de succès. Le recours à un système modulaire de validation des acquis permet de tracer l'itinéraire d'apprentissage, en fonction des capacités des apprenants.
- Une complémentarité entre le secteur public et le secteur privé, assortie de mécanismes d'évaluation, permettant de rehausser le rendement et la qualité du système dans sa globalité.
- Une ouverture du milieu universitaire sur l'international, favorisant l'échange scientifique et renforçant les capacités des instituts de recherche.

❖ **Quelques pistes de réflexions pour rehausser le niveau du capital humain**

Sur la base des vulnérabilités du système national d'éducation-formation et en tirant les enseignements des expériences étrangères réussies, quelques pistes de réflexion sont proposées pour rendre effective l'éducation moderne et de qualité, voulue par la nouvelle Constitution du Maroc.

Cette réflexion fait ressortir la nécessité d'une approche innovante, en matière de conception et de conduite des réformes, privilégiant une appropriation collective des enjeux ainsi que l'impératif de donner à ces réformes le temps utile à leur maturation. De plus, il est essentiel au niveau de la fixation des objectifs fondamentaux d'opérer un découplage entre la politique d'éducation-formation et les contingences politiques.

Partant de ces considérations, il est proposé de privilégier, simultanément, trois orientations majeures :

- Asseoir les bases d'une bonne gouvernance du système d'éducation, en mesure de rétablir la confiance en l'école.
- Créer une dynamique de changement au sein du système national d'éducation-formation, en adoptant une approche pragmatique de la réforme, centrée sur l'école et l'élève et basée sur l'expérimentation avant sa généralisation, à l'échelle nationale.
- Développer une vision de long terme du système d'éducation-formation en cohérence avec les choix stratégiques de développement du pays et faisant de la régionalisation avancée un des piliers centraux du déploiement de cette vision.